



A L E R T E

ÉDUCATION SEXUELLE À L'ÉCOLE : **AU SECOURS !**

> Karl Zéro • Sophie Audugé

Alors que la question des savoirs essentiels (non) acquis devient de plus en plus préoccupante – en France, particulièrement –, certaines institutions internationales et nationales ont décidé de promouvoir une priorité surprenante : celle de l'éducation sexuelle... dès la naissance !

Si la sensibilisation et l'accompagnement à la découverte de la sexualité sont fondamentaux, l'esprit et la méthode avec lesquels cette initiation est dispensée le sont encore plus... tout comme déterminer à quel stade du développement des enfants elle peut avoir lieu.

Nous avons interrogé la psychologue Ariane Bilheran qui passe au crible, depuis plusieurs années, les directives émanant d'institutions comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et avons proposé à Sophie Audugé, déléguée générale de SOS Éducation, de partager avec nous les conclusions du rapport très complet publié, il y a quelques semaines, par l'association sur la situation dans notre pays, au sein de l'école.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le résultat de leurs travaux respectifs est stupéfiant et appelle à une prise de conscience urgente des familles et de tous ceux qui ont à cœur le développement harmonieux des enfants.

OMS Bureau régional pour
l'Europe et BZgA

Standards pour l'éducation sexuelle en Europe

Un cadre de référence pour les décideurs
politiques, les autorités compétentes en matière
d'éducation et de santé et les spécialistes

Version originale:
Centre fédéral allemand pour l'éducation à la santé BZgA
Cologne 2010

Version française
SANTÉ SEXUELLE Suisse
SANTÉ SEXUELLE Suisse
Lausanne 2013

SANTÉ SEXUELLE Suisse
SEXUELLE GESUNDHEIT Schweiz
SALUTE SESSUALE Svizzera

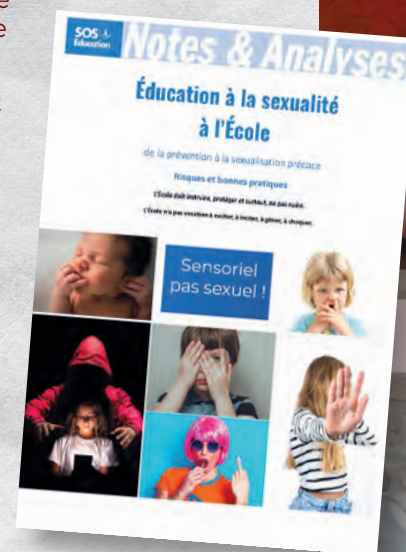
Dès 2017, **Ariane Bilheran a été la première à tirer la sonnette d'alarme en publiant *L'Imposture des droits sexuels. Ou la loi du pédophile au service du totalitarisme mondial*** pour dénoncer ce qu'elle considère comme l'une des plus grandes escroqueries historiques et scientifiques de tous les temps, qui fait encourir à nos enfants et nos petits-enfants un danger immense : les prérogatives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) concernant leur éducation sexuelle.

Aujourd'hui, on y est : l'école française est touchée de plein fouet par ces prérogatives délirantes. **Sophie Audugé et son**

association SOS Éducation publient un édifiant

rapport d'analyse sur l'éducation à la sexualité dans le cadre scolaire (lire encadré p.104-109) afin de rappeler aux autorités que « l'école n'a pas vocation à exciter, à inciter, à gêner, ou à choquer ». Si cette dernière a un rôle à jouer dans ce domaine, il ne doit être que complémentaire de celui des parents, pas substitutif. Et ajusté au niveau de maturité cognitif, psychique et sexuel propre à chaque âge de l'enfance.

2019 : une grand-mère alerte SOS Éducation. Elle est sous le choc. Elle vient de récupérer son petit-fils à la sortie de l'école, il est très perturbé. Il lui parle d'un « *moulage fait en classe d'un zizi de fille avec le "clito... truc"* ». L'enfant est en grande section de maternelle. Une association est intervenue dans sa classe, sans la présence de la maîtresse. Des enfants de 5 ans, livrés à eux-mêmes, face à des inconnus qui leur ont parlé de sexe... Une séance d'éducation à la sexualité dispensée par des militants du genre, convaincus de l'urgence d'agir à la source, directement en classe, pour la bonne cause : la lutte des sexes. Depuis, l'intrusion d'associations militantes dans les séances d'éducation à la sexualité n'a cessé sa progression, soutenue par des subventions d'argent public et une « sexualisation d'atmosphère ». À l'instar de cette campagne de Santé publique France – destinée aux adultes atteintes de dyspareunies, notamment les femmes souffrant d'endométriose – à hauteur d'enfant en âge d'en lire les affiches dans les abribus : « *La pénétration me fait mal. Que faire ?* » La priorité affirmée est désormais celle d'une éducation positive de la sexualité, avec la jouissance comme unique objet du désir. Et, si possible, dès la maternelle !



FÉVRIER 2024

ENTRETIEN

INTERVIEW D'ARIANE BILHERAN, PSYCHOLOGUE CLINICIENNE ET COAUTRICE (AVEC AMANDINE LAFARGUE) DE *PSYCHOPATHOLOGIE DE LA PÉDOPHILIE* (2^e ÉD., DUNOD, 2021)

Karl Zéro : Rares sont les chercheurs à aller fouiner du côté des directives de l'OMS... Quelle mouche vous a piquée ?

Ariane Bilheran : J'ai commencé par étudier les deux textes majeurs, qui sont les standards pour l'éducation sexuelle en Europe, « Un cadre de référence pour les décideurs » – c'est le titre du document – et la « Déclaration des droits sexuels » du Planning familial international [l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), NDLR] sur lequel s'appuie l'OMS. On nous a dit que ces documents étaient consultatifs. Mais, en réalité, ils ne le sont pas du tout, et ils confondent absolument tout, ne s'interrogent jamais sur le psychisme de l'enfant ni sur la protection de l'enfance. À l'inverse, ils partent du principe que l'enfant serait sexualisé dès la naissance et que ça serait à nous, adultes, de les initier à la sexualité. Cette arnaque vient des dérives de Kinsey², de sa fameuse pédagogie sexuelle. Or, nous, psychologues, pédopsychiatres, nous savons que si l'enfant a une sensorialité, il n'a pas de sexualité. Montrer des images à caractère sexuel à des enfants, ou désigner en termes crus ce qui concerne la sexualité adulte a pour effet de créer de l'effraction traumatique



chez l'enfant, qui peut les conduire à des addictions sexuelles, à des conduites impulsives ou délinquantes. Le programme de l'OMS consiste à sexualiser l'enfant dès

la naissance, au nom d'une pseudoscience, en réclamant le concours des instituteurs, mais également de tous les professionnels qui travaillent dans les structures socialisantes de l'enfance.

K. Z. : L'OMS, c'est loin, c'est un « machin » comme disait De Gaulle de l'ONU. En quoi ça touche réellement nos enfants dans les écoles en France aujourd'hui ?

A. B. : Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il y a totale allégeance de la France à l'égard de l'OMS ; on l'a, d'ailleurs, bien vu au moment de la pandémie de Covid. Que nous a dit ensuite le président Macron, en mai 2022 ? « *Qu'il faut soutenir sans relâche l'Organisation mondiale de la santé. C'est la seule institution légitime pour garantir la sécurité sanitaire universelle, et nous permettre collectivement d'avoir une réponse coordonnée, unie et solidaire.* » Ce qu'a fait la France en doublant ses contributions à l'Organisation pendant la crise du Covid. Donc, notre pays suit aveuglément ce que préconise cette dernière. **En réalité, la France est liée à l'OMS par des contrats et doit appliquer stricto sensu la politique de celle-ci.**

K. Z. : Comment ça se passe en France, dans les faits ?

A. B. : Nous avons un document qui s'appelle « Les standards pour l'éducation sexuelle en Europe³ », un cadre de référence pour les décideurs qui établit un certain nombre d'enseignements à donner aux enfants à partir de l'âge de « zéro an ». Ces enseignements sont très problématiques, parce qu'absolument inverses à ce qu'il faut faire au niveau de la psychologie du développement de l'enfant. **Par exemple, on y trouve l'enseignement de la masturbation à 4 ans, l'enseignement du plaisir sexuel, l'enseignement des relations sexuelles à 6 ans.** Le but, c'est de « développer le potentiel sexuel de l'enfant ». C'est clair comme objectif. C'est écrit comme ça, noir sur blanc, dans les textes : l'adulte doit être partenaire de l'enfant pour l'aider à développer son potentiel sexuel. Et donc, notre ministère de la Santé s'appuie

aujourd'hui sur l'idéologie de l'OMS, de l'enfant sexualisé, et par voie des contrats qui le lient au ministère de l'Éducation nationale, fait rentrer dans les écoles cette idéologie.

K. Z. : Cette idéologie est trouble quant aux rapports adultes-enfants ?

A. B. : Hélas ! C'est l'idéologie dans laquelle l'enfant pourrait être consentant à une sexualité avec un adulte selon ses capacités évolutives. C'est écrit comme ça dans les textes. Il n'y a aucune protection contre la pédophilie, aucune protection contre la pédocriminalité, je sais que c'est le terme que vous préférez. **Dans ces textes, au contraire, il est question de sexualiser l'enfant et que les adultes soient partenaires dans cet enseignement.** Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'aujourd'hui, nous sommes dans une situation où il y a un transfert de pouvoir du national au supranational. C'est-à-dire de la France, du gouvernement à l'OMS pour tous les sujets de la santé. Sous le terme de « santé », on a une sous-catégorie de la santé selon l'OMS, qui est la santé sexuelle, une sous-catégorie qui sont les droits sexuels et reproductifs, qui concernent aussi la reproduction artificielle. Et dans cette sous-catégorie, on trouve l'éducation sexuelle qui est censée mener aux droits sexuels. Or, le droit sexuel pour l'OMS, c'est le droit à la sexualité pour tous, sans discrimination par l'âge. Il faut bien comprendre « la sexualité pour tous », sans discrimination ni par l'âge, ni par l'orientation sexuelle, ça englobe aussi fatalement à terme la pédophilie.

K. Z. : C'est la porte ouverte, bien sûr, à faire admettre, petit à petit, la pédocriminalité comme « normalisable », si on éduque les enfants en leur disant qu'ils sont sexués, même tout petits, qu'ils ont des orientations sexuelles et qu'ils ont le droit d'avoir des rapports avec des adultes... On marche vraiment sur la tête !

A. B. : C'est bien ce que je dis depuis 2017, on marche sur la tête... Pour vous donner une référence précise sur la légalisation progressive de la pédophilie : **un rapport**

(suite p. 101)

0-4	Information Informar l'enfant sur	Compétences Permettre à l'enfant de	Attitudes Aider l'enfant à développer
Corps humain et développement	toutes les parties du corps et leurs fonctions les différents corps et différents sexes l'hygiène corporelle <i>la différence entre soi-même et les autres</i>	nommer les parties du corps pratiquer l'hygiène (laver chaque partie de son corps) reconnaître les différences physiques exprimer ses besoins et désirs	une image positive de son corps et de soi-même: estime de soi le respect des différences une bonne estime de son propre corps <i>une bonne considération du sentiment de bien-être, de proximité et de confiance créé par l'expérience physique et celle de l'attachement</i> le respect de l'égalité entre les sexes
Fertilité et reproduction	la grossesse, la naissance, les bébés les connaissances de base concernant la reproduction humaine (d'où viennent les bébés) <i>les différentes manières de faire partie d'une famille (p. ex. adoption)</i> <i>le fait que certaines personnes ont des enfants et d'autres pas</i>	discuter de ces thèmes avec le vocabulaire adéquat	<i>l'acceptation des différentes manières de devenir enfant d'une famille</i>
Sexualité	<i>le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation infantile précoce</i> <i>la découverte de son propre corps et de ses parties génitales</i> <i>le fait que le plaisir lié au contact physique est un aspect normal de la vie de chacun</i> <i>la tendresse et le contact physique comme une expression de l'amour et de l'affection</i>	devenir conscient de son identité sexuelle parler des sensations (dés)agréables dans son propre corps exprimer ses propres besoins, désirs et limites, par exemple en «jouant au docteur»	une attitude positive vis-à-vis de son corps et de toutes ses fonctions = image positive de son corps le respect des autres <i>une curiosité pour son corps et le corps des autres</i>
Emotions	les différents types d'amour les sensations/sentiments «oui» et «non» <i>le langage des sentiments</i> <i>le sentiment du besoin de vie privée</i>	sentir et montrer de l'empathie dire oui/non exprimer et communiquer ses propres émotions, désirs et besoins <i>exprimer son propre besoin de vie privée</i>	la compréhension de la diversité d'expression des émotions un sentiment positif envers le fait d'être une fille ou un garçon l'opinion qu'il est juste d'exprimer et expérimenter ses émotions <i>une attitude positive envers différentes émotions dans diverses circonstances</i>

• thème principal (nouveau) • thème principal (consolidation) • thème additionnel (nouveau) • thème additionnel (consolidation)

LES AFFABULATIONS D'ALFRED KINSEY ET DE SES DISCIPLES

Les travaux sur lesquels repose l'idéologie d'une sexualité dès la naissance ont été initiés dans les années 1940/50 par Alfred Kinsey⁹, dont les recherches visaient spécifiquement à prouver l'existence d'une sexualité et d'une jouissance infantiles. Il a mené des expériences sur des bébés et des enfants en dehors de tout cadre éthique et scientifique, biaisant les données pour normaliser la pédophilie. De célèbres scientifiques de l'époque se sont immédiatement élevés contre ces travaux grossièrement orientés dont ils ont dénoncé le profil des interviewés (pédophiles, pédocriminels), les conditions des « expérimentations » et l'absurdité statistique. Ce fut le cas notamment d'Abraham Maslow¹⁰ et de John Tukey¹¹. Maslow est un psychologue américain de renommée internationale qui a élaboré le concept de hiérarchie des besoins de l'homme et la théorie des motivations, la célèbre « pyramide de Maslow ». Abraham Maslow dénonce le fait que les personnes interrogées étaient volontaires pour participer à cette « recherche », ce qui laisse à penser qu'elles étaient moins timides, plus extraverties, souhaitant peut-être survaloriser leurs pratiques sexuelles. John Tukey est un statisticien lui aussi de renommée internationale. Il dénonce dès 1954 la méthodologie de Kinsey en révélant que son échantillon n'était pas représentatif de la population masculine américaine sur laquelle portaient théoriquement ses « recherches », puisque 55 % des répondants étaient des détenus ou d'anciens prisonniers et 26 % étaient des délinquants sexuels.

la libéralisation de la pédophilie. Kinsey explique dans son livre : « Il y a bien sûr des cas d'adultes qui ont causé des blessures physiques aux enfants avec lesquels ils ont tenté des contacts sexuels... Mais ces cas sont minoritaires et le public devrait apprendre à distinguer ces contacts délétères des autres contacts avec les adultes qui ne risquent pas de nuire à l'enfant si les parents de l'enfant ne s'inquiètent pas [...]. Il est difficile de comprendre pourquoi un enfant, à l'exception de son conditionnement culturel, devrait être perturbé par le toucher de ses organes génitaux ou perturbé encore plus par des contacts sexuels spécifiques [...]. Les contacts adultes sont une source de plaisir pour certains enfants, et parfois peuvent éveiller l'enfant érotiquement. »¹⁴.

Les biographes qui ont travaillé sur les pratiques sexuelles de Kinsey relatent chez lui des comportements masochistes. En 1958, Kinsey est retrouvé mort, suspendu par les testicules.

Kinsey a fait l'apologie de la pédophilie sans jamais être inquiété. Ses idées seront portées après sa mort par ses disciples qui parviendront à les introduire dans les programmes d'éducation à la sexualité dans les écoles américaines. Dans les années 1960, ils réussissent à s'implanter dans les comités universitaires. Ils créent le SIECUS (Sex Information and Education Council of the United States) en 1964 pour intégrer la philosophie de Kinsey dans le matériel d'éducation sexuelle pour les enfants. Le docteur Mary Calderone, directrice médicale du Planning familial, devient la première présidente du SIECUS et Wardell Pomeroy, coauteur des livres de Kinsey sur la sexualité, fait partie du bureau fondateur. Calderone poursuit la pensée de Kinsey sur la pédophilie en déclarant notamment que les principaux effets de la pédophilie « ne sont pas causés par l'événement lui-même, mais par les réactions indignées, de colère ou de peur, des adultes qui l'apprennent »¹⁵. Elle déclare également :

« Alfred Kinsey fonde en 1947 un institut de recherche sur le sexe qui est financé par la fondation Rockefeller. Cet institut deviendra l'institut Kinsey. Il est encore actif de nos jours. En 1948, il publie son premier livre, « Sexual Behavior in the Human Male », portant sur l'analyse des comportements sexuels de la société américaine. Ce fut un succès. Et Alfred Kinsey blaise ses échantillons en

importants. ». Pomeroy s'exprime dans le même esprit s'agissant de l'inceste : « L'inceste entre les adultes et les enfants plus jeunes peut également s'avérer une expérience satisfaisante et enrichissante. Les relations incestueuses peuvent être – sont – une chose qui fonctionne bien. »¹⁶.

Dans les programmes scolaires prônés par le SIECUS, l'accent est mis sur le « sexe sans risque » et l'utilisation du sexe pour obtenir le plaisir individuel. Il est préconisé d'enseigner aux enfants qu'ils sont des « êtres sexuels » dès la naissance et qu'ils doivent être conscients de l'existence de tous les types de comportements sexuels. Les lignes directrices du SIECUS pour la sexualité mises en œuvre

« les corps peuvent éprouver du plaisir lorsqu'ils sont touchés ». SIECUS est maintenant une organisation financée par les contribuables américains et bénéficie d'une audience dans les organisations internationales telles que l'OMS et l'UNESCO.^{17,18} »

Sources : Maurice Berger (dir.) et Eugénie Izard (dir.), *Les Dangers de l'éducation à la sexualité pour les enfants et les adolescents*, Independently published, 2018.

(suite de la p. 98)

de l'ONU daté du 8 mars 2023 propose la dépénalisation de certains actes pédocriminels, sous couvert de protection des droits de l'homme. Donc, en clair, l'idée qu'un adulte ait une attirance sexuelle pour un enfant, ce serait un penchant comme un autre, ce ne serait pas un comportement criminel. Et donc, l'ONU et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, dans ce rapport, exigent l'application du droit international des droits de l'homme au droit pénal en recommandant la dépénalisation de ces délits ! Ils appellent à la dépénalisation des relations entre adultes et mineurs, à condition que ces derniers soient consentants.

K. Z. : Je tombe de ma chaise... Comment se fait-il qu'on n'en ait pas du tout entendu parler ?

A. B. : Il y a un plafond de verre dans les médias. Les médias officiels disent une partie de la vérité, mais pas toute la vérité. Exemple : Marlène Schiappa nous avait juré ses grands dieux dans *Libération* : « Non, l'école n'enseigne pas la masturbation à 4 ans ! » Ça, c'est une vérité partielle. Ce n'est pas l'Éducation nationale qui enseigne la masturbation à 4 ans, ce sont les directives de l'OMS qui passent par le ministère de la Santé qui, lui, forme des équipes selon ces directives, pour enseigner la masturbation à 4 ans.

K. Z. : Nuance. Trop complexe pour Libération... Mais quelle est l'origine de textes aussi pourris ? C'est sorti du cerveau malade de Kinsey ?

A. B. : J'ai fait beaucoup de recherches pour comprendre parce que, personnellement, j'hallucinais complètement en lisant ces textes de l'OMS. J'ai tellement halluciné que je me suis dit j'allais les lire en anglais, en espagnol, que ça devait s'expliquer par un problème de traduction. Ben, malheureusement non ; des fois, c'est même pire en espagnol : à 6 ans, c'est bien écrit « relation sexuelle avec pénétration », une précision supplémentaire par rapport aux textes français. Cette idée folle, que l'enfant serait sexualisé dès sa naissance, elle



Le chercheur américain Alfred Kinsey (1894-1956) ne manque pas de détracteurs.

est effectivement née chez Alfred Kinsey. Celui-ci, à la base, était un entomologiste, un spécialiste des insectes. Mais Rockefeller lui a confié une grande recherche sur la sexualité humaine à l'université de l'Indiana



Des croquis, des photographies et un vieux panneau universitaire sont accrochés au mur de la salle de lecture de l'Institut Kinsey (Bloomington, Indiana).

The 8 March Principles for
a Human Rights-Based Approach to
**Criminal Law Proscribing Conduct
Associated with Sex, Reproduction,
Drug Use, HIV, Homelessness
and Poverty**



« The 8 March Principles for Human Rights-Based Approach to Criminal Law Proscribing Conduct Associated with Sex, Reproduction, Drug Use, HIV, Homelessness and Poverty » est le fruit d'une réunion d'experts en droits de l'homme par la Commission internationale de juristes (CIJ) – ICJ en anglais –, en collaboration avec le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (Onusida) et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH). Donc, des principes bel et bien établis par des agences de l'ONU.

Dit textuellement p. 22-23 : Principe 16 : « CONSENSUAL SEXUAL CONDUCT »

« En outre, les comportements sexuels impliquant des personnes n'ayant pas atteint l'âge minimum de consentement à des relations sexuelles prescrit par la législation nationale peuvent être consensuels dans les faits, si ce n'est au regard de la loi. Dans ce contexte, l'application du droit pénal devrait refléter les droits et la capacité des personnes de moins de 18 ans à prendre des décisions concernant une relation sexuelle consentie et leur droit d'être entendues sur les questions qui les concernent. Compte tenu de leurs capacités évolutives et de leur autonomie progressive, les personnes de moins de 18 ans devraient participer aux décisions qui les concernent, en tenant dûment compte de leur âge, de leur maturité et de leur intérêt supérieur, et en accordant une attention particulière à leurs besoins et en accordant une attention particulière aux garanties de non-discrimination. »

Plaquette intégrale ici https://icj2.wpenginepowered.com/wp-content/uploads/2023/03/8-March-Principles-Report_final_print-version.pdf



Une journaliste prenant une photo d'une affiche de recrutement pour l'étude de Kinsey.

et lui a débloqué les financements qu'il fallait. Kinsey a collecté un échantillon de témoignages pour étudier la sexualité humaine : sur 4 120 hommes qu'il a choisis, 3 526 étaient des déviants sexuels avérés, dont 1 600 délinquants sexuels et psychopathes incarcérés ! Ses données concernaient également des nourrissons et petits garçons⁴ en vue d'obtenir des informations sur le prétendu « orgasme » des nourrissons et des enfants... Et c'est ça, la référence scientifique de l'OMS !

Le terme « éducation sexuelle », d'éducation à la sexualité, a été créé dans les officines de Kinsey. C'est la raison pour laquelle

il me semble qu'on doit aujourd'hui complètement la rejeter. Au-delà du fait que c'est un terme paradoxal puisque la sexualité étant une pulsion – et pas des moindres –, elle ne doit justement pas être réveillée avant l'heure, sinon ça crée des dégâts psychiques considérables, ça empêche l'enfant dans son développement psychique, émotionnel, intellectuel, spirituel, etc. **Un enfant que vous avez frappé avec des images pornographiques ou de sexualité crue d'adulte, il ne sera plus exactement en capacité d'étudier, comme les autres enfants. Or, ils ont créé du matériel pédagogique qui est, en réalité, du matériel d'incitation à la sexualité.** Moi, si je suis ici, et si je me suis attelée à ce sujet – qui ne me rapporte que des ennuis –, c'est parce que je suis soucieuse de la protection psychique des enfants, de voir préserver leur innocence et de m'assurer qu'ils peuvent grandir en toute sérénité dans un environnement protecteur leur permettant justement d'avoir une sexualité épanouie à l'âge adulte, parce que ça va ensemble. ³



ARIANE BILHERAN

Ariane Bilheran est psychologue clinicienne professionnelle pour l'enfance maltraitée. Dotée d'une formation en

philosophie (morale et politique) et lettres classiques, (latin-grec à l'ENS) et d'un doctorat de psychopathologie sur la psychose adulte, elle est l'auteur de nombreux ouvrages.

Psychopathologie de la pédophilie, 2^e édition, Dunod, 2021.



1. Le Jury de déontologie publicitaire a été saisi en juin 2023, suite à cinq plaintes émanant de particuliers. Après examen du dossier, celles-ci ont été jugées infondées. Voir : www.jdp-pub.org/avis/sante-publique-france-affichage-2
2. L'Américain Alfred Charles Kinsey (1894-1956), professeur d'entomologie et de zoologie, est considéré comme un pionnier de la sexologie, mais aussi comme un précurseur de la révolution sexuelle des années 1960-1970.
3. Disponible sur : www.sante-sexuelle.ch/assets/docs/Standards-OMS_fr.pdf
4. À noter, concernant l'exploitation d'enfants pour ces travaux, que nous n'avons pas pu vérifier ces informations ni les chiffres donnés ici que l'on trouve principalement relayés sur Internet par des sites conservateurs ou complotistes.



SOPHIE AUDUGÉ : « UNE ATMOSPHÈRE INCESTUELLE INSTITUTIONNELLE »

Créée en 2001, SOS Éducation se bat depuis vingt ans pour le maintien d'une éducation publique de qualité partout et pour tous. Apolitique et aconfessionnelle, elle réunit des parents et des enseignants dans le but d'améliorer l'école et de mettre les pouvoirs publics en face de leurs responsabilités.

Sophie Audugé, sa déléguée générale alerte : « Confronter les enfants à un réel sexuel adulte, dans l'enceinte d'une institution d'enseignement ayant autorité sur eux, caractérise une atmosphère incestuelle institutionnelle. Même dispensé avec de bonnes intentions, un contenu à caractère sexuel provoque chez les enfants qui n'y sont pas préparés une effraction psychique potentiellement grave puisque les signes cliniques qui peuvent apparaître sont similaires à ceux de troubles post-traumatiques. Une telle intrusion psychique dans l'intime de l'enfant bouleverse son développement cognitif et entrave son processus de construction identitaire. En transmettant, par idéologie, des contenus à caractère sexuel inadaptés à l'âge des élèves, l'École influence les représentations des enfants et les sexualise, se souciant peu des conséquences sur leur développement psychique, cognitif et sexuel futur. »

Dans le rapport pluridisciplinaire de SOS Éducation, « Éducation à la sexualité à l'École : de la prévention à la sexualisation précoce¹ », publié le 25 janvier 2024, l'association qui travaille sur ce sujet en partenariat avec l'association « les mamans louves » présente sous forme de fiches détaillées moult exemples des ravages psychologiques sur des enfants engendrés par cet enseignement « au forceps » de la sexualité. Les parents sidérés et impuissants face à l'institution scolaire ont remonté à l'une ou l'autre des associations les contenus gravement inadaptés dont leur enfant a été victime. Quelques exemples :

EN CM2 : « POUR LE PLAISIR, UNE FILLE SUCE LE PÉNIS D'UN GARÇON »

Date des faits : janvier 2023

Département : 42

Taille de l'établissement : non communiqué

Niveau de classe : CM2

Statut des intervenants : externe – infirmière

Autres adultes présents : aucun (enseignante absente)

Public : classe complète

Les parents étaient-ils informés : de la date (NON) / du contenu (NON)

Contenu inadapté rapporté :

- ☐ « Pour le plaisir une fille suce le pénis du garçon. »
- ☐ « Le garçon suce le vagin de la fille et peut avaler quelque chose. »
- ☐ « Pour le plaisir, la fille peut caresser délicatement les testicules du garçon. »
- ☐ « On peut faire le sexe dans les fesses. »
- ☐ « Dites aux parents de vous vacciner contre le papillon. »
- ☐ « Pour la question de la LGBT, elle a expliqué la signification de chaque lettre, en ajoutant que l'on peut changer de sexe et prendre des médicaments pour bloquer la barbe et les poils. »

Révélation de la dérive : certains enfants en ont parlé à leurs parents ;

Réaction des enfants : choqués, des enfants ont pleuré, d'autres se sont bouchés les oreilles ;

Démarche des parents : certains parents ont demandé à être reçus par le directeur de l'établissement, leur demande a été acceptée ;

Réaction de l'établissement : la direction a reconnu des propos « pas forcément appropriés », mais affirme que l'infirmière aurait répondu à des questions émanant de « plus de la moitié de la classe ». La direction de l'établissement a prévu de poursuivre les interventions avec la même infirmière et a assuré aux parents que c'est « une femme d'expérience et compétente ». L'infirmière a été soutenue officiellement par le syndicat Sud Éducation.



EN CM2 :

« LES GARÇONS PRESSENT, PRESSENT, PRESSENT, ET LE SPERME SORT »

Date des faits : mars 2023

Département : 34

Taille de l'établissement : non communiqué

Niveau de classe : CM2

Statut des intervenants : extérieur – infirmière

Autres adultes présents : enseignante absente

Public : filles et garçons séparés

Les parents étaient-ils informés : de la date (NON) / du contenu (NON)

Contenu inadapté rapporté :

- ☐ « Les garçons peuvent faire l'amour tout seuls. Pour se faire plaisir, ils pressent, pressent, pressent, et le sperme sort. »
- ☐ « Pour les filles, le clitoris, petite boule à l'entrée du sexe, grossit quand on fait quelque chose qu'on apprécie. »
- ☐ « L'infirmière a ensuite montré des préservatifs, et a dit : "Il faut que ce soit mouillé pour que ça ne s'accroche pas au corps de la fille." »
- ☐ « L'infirmière a parlé des menstruations (les enfants ont retranscrit « monstreuseuses »), elle a montré les tampons ("Il faut l'insérer là où il faut quand il y a du sang") et elle a parlé de la nouvelle génération de culottes menstruelles. L'infirmière a également montré la cup. »

Révélation de la dérive : les enfants en ont parlé aux parents ;

Réaction des enfants : enfants choqués, mutiques, une enfant très confuse après son retour de l'école, des garçons auraient essayé la masturbation dans les toilettes après la séance ;

Démarche des parents : plusieurs parents ont décidé de prendre rendez-vous avec la direction de l'école pour exprimer leur mécontentement ;

Réaction de l'établissement : le directeur de l'école n'a pas semblé à l'écoute, sous-estimant le traumatisme et mettant en doute le fait que plusieurs enfants soient en état de choc. Les faits ont été minimisés, l'infirmière aurait « seulement répondu » aux questions des enfants. Aucune suite n'a été donnée, et il n'y a eu aucun changement après cette dérive dénoncée par les parents à la direction.

EN CM2 :

« LA FEMME MONTE SUR L'HOMME ET SON ZIZI GONFLE »

Date des faits : mars 2023

Département : 34

Taille de l'établissement : non communiqué

Niveau de classe : CM2

Statut des intervenants : extérieur – association

Autres adultes présents : non renseigné

Public : classe complète

Les parents étaient-ils informés : de la date (NON) / du contenu (NON)

Contenu inadapté rapporté :

- ☐ « Être en sueur, le zizi qui explose... »
- ☐ « On a parlé de comment on fait les bébés. La femme monte sur l'homme et son zizi gonfle. Il va presque exploser. L'homme doit mettre un truc en plastique. »
- ☐ « Le corps nous appartient, du coup on est libre de choisir si on veut devenir une fille ou un garçon, on peut changer quand on veut même si la nature nous a fait différents. »

Révélation de la dérive : certains enfants en ont parlé aux parents ;

Réaction des enfants : plusieurs enfants choqués et dégoûtés, d'autres sont perturbés et demandent à leurs parents si c'est vrai, l'un des enfants ne veut plus dormir dans la même chambre que sa sœur, un autre refuse que ses parents entrent dans la salle de bain quand il se douche ;

Démarche des parents : plaintes auprès de la direction ;

Réaction de l'établissement : face au mécontentement de plusieurs familles, la directrice décide d'organiser une mise au point, seule avec les enfants. Elle les répartit en deux groupes : les filles et les garçons. Elle demande aux enfants ce qui les a choqués et leur précise qu'ils auraient pu lui en parler avant d'en parler aux parents. Elle rappelle à chaque groupe ce qui a été dit pendant les séances précédentes : l'acte sexuel, l'excitation, le pénis qui durcit... Les parents sont sidérés.

Les images qui vont être données à vos enfants de 4 à 8 ans

Extrait de <http://choisirlebon.ch/original/index.php/sexualisation-ecole-obligatoire>



Image tirée du livre "L'ami und Jan", recommandée par le centre de compétence pour l'éducation sexuelle à l'école, pour les enfants de 4 à 8 ans.



Autre image tirée du livre "L'ami und Jan", recommandée par le centre de compétence pour l'éducation sexuelle à l'école, pour les enfants de 4 à 8 ans.



Image tirée du livre "Das bin ich - von Kopf bis Fuss", recommandée par le centre de compétence pour l'éducation sexuelle à l'école, pour les enfants de 4 à 8 ans.



Un dessin d'enfant avant et après les cours d'éducation sexuelle.

EN 4^e :

ABUSÉE À 5 ANS, OBLIGÉE À 14 ANS DE POSER UN PRÉSERVATIF SUR UN PÉNIS FACTICE

Date des faits : mai 2023

Département : 17

Taille de l'établissement : non communiqué

Niveau de classe : 4^e

Statut des intervenants : interne – enseignante SVT

Autres adultes présents : Aucun

Public : classe complète

Les parents étaient-ils informés : de la date (NON) / du contenu (NON)

Contexte de la situation :

- ☐ L'enfant concernée a 14 ans au moment des faits ;
- ☐ Antécédents familiaux de l'enfant concernée : abusée sexuellement à 5 ans dans des conditions particulièrement difficiles par son demi-frère, elle a été placée sous l'autorité exclusive de son père. Elle présente une déficience intellectuelle légère, probablement suite aux abus sexuels subis. Elle est scolarisée en classe ULIS². L'établissement était au courant du parcours et de la situation fragile de l'enfant ;
- ☐ Elle ne participe qu'à quelques cours par semaine en classe de 4^e, dont le cours de SVT.

Énoncé des faits :

- ☐ L'enseignante a demandé à chaque élève de mettre un préservatif sur un pénis factice ;
- ☐ L'enfant n'a pas voulu « se prêter » à l'exercice et a demandé l'autorisation de sortir de la classe, accompagnée d'une camarade, elle aussi réticente ;
- ☐ L'enseignante a refusé, l'obligeant à obéir avant de quitter la salle ;
- ☐ L'enfant a été contrainte de poser le préservatif sur le pénis factice.

Révélation de la dérive : l'enfant est rentrée à la maison et a relaté les faits à sa famille ;

Réactions de l'enfant : reviviscence de la situation traumatique, dégoût, refus de retourner à l'école ;

Démarches des parents : le père a immédiatement contacté le chef d'établissement et exprimé sa colère et sa sidération face à une telle incompétence et un tel manque d'empathie ;

Réaction de l'établissement : le chef d'établissement a reconnu l'erreur et s'est engagé à recevoir sa fille et sa camarade de classe. Les deux jeunes filles ont effectivement été convoquées, et le chef d'établissement, essayant de se justifier, **a fini par leur poser des questions intimes leur demandant si elles avaient déjà eu des petits copains, et leur faisant remarquer qu'il ne comprenait vraiment pas ce qui les avait choquées.**

AIDER À GRANDIR, SANS NUIRE, SANS INFLUENCER, DANS LE RESPECT DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

(Conclusion du rapport SOS éducation)



Aucune éducation à la sexualité n'est possible sans une équipe de santé scolaire pluridisciplinaire, formée et présente, prête à recevoir dans des espaces consacrés la parole des élèves qui en ont besoin, au risque sinon d'ouvrir des failles impossibles à refermer. Ce dispositif « d'aide à grandir » ne peut se mettre en place qu'en lien avec les parents, chacun devant rester à sa place. L'institution doit garantir une transparence totale sur les contenus, sur les méthodes et sur la compétence médicale et pédagogique des intervenants. Un domaine d'intervention aussi délicat, conditionné à la maturité affective et sexuelle des enfants et des adolescents, n'accepte aucune approximation dans la prise en charge éducative.

Si les moyens ne sont pas à la hauteur, il vaut mieux ne rien faire ! Les potentiels bénéfiques sont bien inférieurs aux risques engendrés par une séance d'éducation à la sexualité inadaptée au développement des élèves, comme en témoignent les cas concrets relatés dans ce rapport. L'École doit nécessairement s'inscrire dans la réalité du sexe biologique et dans l'anthropologie de l'espèce humaine. Elle doit aider chaque enfant à exprimer ses capacités relationnelles et à accepter que les autres peuvent penser autrement et être différents de lui.

L'École doit respecter en chaque élève sa liberté de conscience et son cheminement personnel et intime pour édifier sa propre identité sexuée. Ce contexte positif facilitera son aspiration à aimer et à être aimé.]



1. Rapport disponible en intégralité sur : <https://bit.ly/note-sos-education-sexualite-light>

2. Acronyme d'Unité localisée pour l'inclusion scolaire, soit un dispositif pour la scolarité des élèves en situation de handicap destiné à faciliter leur inclusion au sein d'une classe classique.